



communauté de communes
BASSIN DE MARENNES

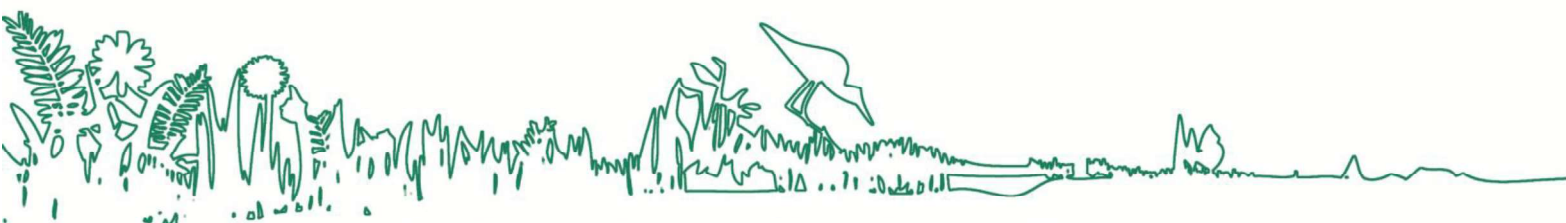
Le Gua • Marennes-Hiers-Brouage • Saint-Sornin • Saint-Just-Luzac • Nieulle-sur-Seudre • Bourcefranc-Le Chapus

Annexe 7

Conseil Communautaire Mardi 17 juin 2025 – 14h30

RECUEIL DES DECISIONS DU PRESIDENT

DATE	N°DECISION	OBJET	MONTANT
28/03/2025	25/12	Projet de stage à l'école de musique avec le groupe Shaolin Temple Defenders	2 000,00 €
28/03/2025	25/13	Bail précaire - Régie des déchets - SCI DES JUSTES	1 050,00 € par mois
28/03/2025	25/14	Attribution subvention OPAH-RU	500,00 €
28/03/2025	25/15	Attribution subvention OPAH-RU	1 000,00 €
28/03/2025	25/16	Attribution subvention OPAH-RU	1 000,00 €
28/03/2025	25/17	Attribution subvention OPAH-RU	1 000,00 €
01/04/2025	25/18	Attribution subvention Seudre Alabri	1 060,90 €
09/04/2025	25/19	Signature de l'avenant n°1 au contrat de relance et de transition écologique (CRTE)	-
28/04/2025	25/20	Résidences d'artistes francophones 2025-2026 - évolution de l'appel à projets	4 762,00 €
29/04/2025	25/21	Avenant n°1 à la convention de partenariat Remontée de la Seudre	-
29/04/2025	25/22	Approbation du contrat-type CITEO pour la collecte sélective 2025-2029	-
06/05/2025	25/23	Attribution subvention OPAH-RU	1 000,00 €
19/05/2025	25/24	Demande de financement au Département 17 au titre du SDV-VR 2016_2026 - rue des Chardonnerets - Bourcefranc-Le Chapus	19 024,81 €
19/05/2025	25/25	Demande de financement au Département 17 au titre du SDV-VR 2016_2027 - Ancienne voie ferrée - Bourcefranc-Le Chapus	33 274,33 €
19/05/2025	25/26	Demande de financement au Département 17 au titre du SDV-VR 2016_2026 ; à la Région NA au titre du schéma régional des vélo-routes 2020_2030 ; et à l'État au titre du Fonds vert - Velodyssée	68 209,60 €
22/05/2025	25/27	Attribution subvention Seudre Alabri	427,19 €





Décision n° 25/12

DECISION DU PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE DE COMMUNES DU BASSIN DE MARENNES
PRISE PAR DELEGATION DES ATTRIBUTIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE
PORTANT SUR LE PROJET D'ETABLISSEMENT DE L'ECOLE DE MUSIQUE

Le Président de la Communauté de Communes du Bassin de Marennes,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales notamment son article L. 5211-10 fixant les conditions dans lesquelles le Conseil Communautaire peut accorder des délégations au Président ;

Vu la délibération du Conseil Communautaire en date du 1^{er} juin 2022 portant sur l'adoption du projet d'établissement de l'école de musique du Bassin de Marennes ;

Vu la délibération du Conseil Communautaire en date du 5 avril 2023 portant sur une proposition de stratégie de mécénat financier pour l'école de musique ;

Vu la délibération n°2024/CC06/02 du Conseil Communautaire du 12 novembre 2024 portant modification des délégations de pouvoirs du Conseil Communautaire au Président ;

Considérant les travaux de la commission culture, sport, coopération du 12 février 2025 actant la proposition de projet artistico-pédagogique avec les artistes musiciens professionnels « Shaolin Temple Defenders » en juillet 2025 ;

DECIDE

Article 1 – De valider le projet artistico-pédagogique portant sur l'organisation d'un stage de découverte et initiation aux musiques afro-américaines avec le groupe de musique Shaolin Temple Defenders.

Ce projet s'inscrit dans le cadre du projet d'établissement de l'école de musique. Il a pour but de valoriser l'école de musique et ses élèves par une approche non académique, donner du sens à l'apprentissage individuel par la pratique collective et encourager la transversalité entre les différents cours d'instruments. Enfin ce projet s'inscrit dans la campagne de mécénat

d'entreprise de l'école de musique pour l'année scolaire 2024-2025.

Le stage se déroulera les lundi 7 et mardi 8 juillet à Marennes. Il donnera lieu à un concert pédagogique pour les élèves le lundi matin et se terminera par un concert de restitution le mardi soir dans la salle de l'Estran. Entre temps les élèves travailleront par groupes d'instruments animés par chacun des 7 artistes, répartis dans plusieurs salles (Estran, Eric Charron, 84 rue Clémenceau...). Ce projet sera ouvert à 35 élèves issus des écoles de musique du Bassin de Marennes et de Charente-Maritime. Enfin, ce projet pédagogique sera suivi d'un spectacle du groupe pris en charge par la Ville de Marennes-Hiers-Brouage.

Pour mener ce projet, la Communauté de Communes prendra en charge les dépenses selon le budget prévisionnel suivant :

Dépenses TTC		Recettes TTC		
Contrat de cession concert péda, stage et transport artistes	3 165 €	CCBM	429 €	10%
Transports	- €	Subvention ASSEM17 / CD17	600 €	13%
Hébergements 7 artistes	93 €	Dons mécénat d'entreprises	3 400 €	77%
Repas midis 7 artistes	272 €	Gedimat Talbot	500 €	12%
Prestation sonorisation concert péda et ateliers	900 €	Bioriginelle	500 €	12%
		Mcdonald's Marennes	1 000 €	23%
		Agence Fiat/ Giga Motors	500 €	12%
		Volkswagen Marennes	300 €	7%
		E. Leclerc Marennes	500 €	12%
		Parc Aventure La Gataudiere	100 €	2%
Total hors valorisation	4 429 €	Total hors valorisation	4 429 €	100%
Contributions volontaires		Contributions volontaires		
Conduite de projet, mécénat et administration CCBM	500 €	CCBM	2 000 €	36%
Temps de travail pédagogie et coordination EMBM	1 500 €	Ville de Marennes-Hiers-Brouage	3 500 €	64%
Organisation spectacle Shaolin Temple Defenders après stage	3 500 €			
Total avec valorisations	9 929 €	Total avec valorisations	9 929 €	100%

Article 2 – De signer toutes les pièces utiles à la mise en œuvre du projet avec les artistes précités, leur structure de production et les prestataires nécessaires à l'organisation logistique tel que précisé ci-avant.

Article 3 – De déposer une demande de subvention auprès de l'ASSEM 17 et du Conseil Départemental au titre de l'appel à projet annuel privilégiant la promotion des pratiques ;

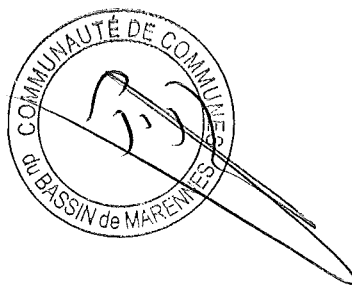
Article 4 – D'inscrire les dépenses et recettes correspondantes au budget général.

Article 5 - De transmettre ampliation de la présente décision à Monsieur le Préfet de la Charente-Maritime.

Article 6 - De charger Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté de Communes du Bassin de Marennes et Monsieur le comptable public assignataire, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution de la présente décision, dont il sera rendu compte au Conseil Communautaire lors de sa prochaine séance.

Fait à MARENNES-HIERS-BROUAGE,
le 28 mars 2025

Le Président,
Patrice BROUHARD





DECISION DU PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE DE COMMUNES DU BASSIN DE MARENNES
PRISE PAR DELEGATION DES ATTRIBUTIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE
PORTANT SUR LA CONCLUSION D'UN BAIL PRECAIRE AVEC LA SCI DES JUSTES POUR UN
BATIMENT SIS 26 RUE GARESCHE 17320 SAINT-JUST-LUZAC (REGIE DES DECHETS)

Le Président de la Communauté de Communes du Bassin de Marennes,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales notamment son article L. 5211-10 fixant les conditions dans lesquelles le Conseil Communautaire peut accorder des délégations au Président ;

Vu la délibération n°2024/CC06/02 du Conseil Communautaire du 12 novembre 2024 portant modification des délégations de pouvoirs du Conseil Communautaire au Président ;

Vu les termes du projet du bail précaire établi avec la SCI DES JUSTES, dont le siège social est situé 26 rue Garesché 17320 Saint-Just-Luzac, représentée par Madame Claudette PEREIRA en sa qualité de gérante ;

Considérant que la Communauté de Communes du Bassin de Marennes était locataire d'un bâtiment d'une superficie de 306 m² situé à Marennes-Hiers-Brouage, zone d'activités du Fief de Feusse, permettant le stockage des bacs, composteurs et matériel divers de la régie des déchets, en vertu d'un contrat de bail signé le 17 janvier 2017 avec la SCI CPHAMA ;

Considérant que ce bâtiment a été vendu par la SCI CPHAMA à la SCI DAJONAT, que cette dernière souhaite reprendre possession des lieux, et qu'il convient donc de procéder à la location d'un nouveau bâtiment pour le stockage du matériel de la régie des déchets ;

DECIDE

Article 1 – De conclure un bail précaire avec la SCI DES JUSTES pour le bâtiment sis 26 rue Garesché 17320 SAINT-JUST-LUZAC, d'une superficie de 300 m² pour une durée de vingt-trois mois, à compter du 1^{er} avril 2025 jusqu'au 28 février 2027 ;

Article 2 – De verser un loyer mensuel de mille cinquante euros hors taxes (1 050 € HT) et un dépôt de garantie du même montant ;

Article 3 – De signer le bail précaire établi avec la SCI DES JUSTES ;

Article 4 – D’inscrire cette dépense au budget annexe de la régie des déchets du Bassin de Marennes ;

Article 5 – De transmettre ampliation de la présente décision à Monsieur le Préfet de la Charente-Maritime.

Article 6 – De charger Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté de Communes du Bassin de Marennes et Monsieur le comptable public assignataire, chacun en ce qui les concerne, de l’exécution de la présente décision, dont il sera rendu compte au Conseil Communautaire lors de sa prochaine séance.

Fait à MARENNES-HIERS-BROUAGE,
le 28 mars 2025

Le Président,
Patrice BROUHARD





Décision n° 25/14

DÉCISION DU PRÉSIDENT DE LA COMMUNAUTE DE COMMUNES DU BASSIN DE MARENNES
PRISE PAR DÉLÉGATION DES ATTRIBUTIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE
PORTANT SUR L'OPÉRATION PROGRAMMÉE D'AMÉLIORATION DE L'HABITAT 2022-2026.

Le Président de la Communauté de Communes du Bassin de Marennes,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales notamment son article L. 5211-10 fixant les conditions dans lesquelles le Conseil Communautaire peut accorder des délégations au Président ;

Vu la délibération n°2024/CC06/02 du Conseil Communautaire du 12 novembre 2024 portant modification des délégations de pouvoirs du Conseil Communautaire au Président ;

Vu la délibération n°2021CC05-01 du Conseil Communautaire en date du 23 juin 2021, actant le lancement de l'Opération programmée d'amélioration de l'habitat (OPAH) 2022-2026 ;

Vu la convention OPAH-RU passée avec l'ANAH couvrant la période du 1^{er} juillet 2022 au 31 mai 2026 ;

Vu la notification du marché de suivi-animation passé avec le cabinet SOLIHA Charente-Maritime Deux-Sèvres, en date du 03 mai 2022 ;

Considérant que le dossier de demande de subvention déposé par l' [] et présenté par le cabinet SOLIHA Charente-Maritime Deux-Sèvres chargé du suivi et de l'animation du programme habitat sur le territoire, est complet et répond aux conditions d'attribution mentionnées dans le dispositif « OPAH-RU 2022-2026 » ;

DÉCIDE

Article 1 – D'attribuer une subvention forfaitaire de 500 euros à [] dans le cadre de travaux de sortie de précarité énergétique, pour l'habitation située [] à Marennes-Hiers-Brouage ;

Article 2 – Que la Communauté de Communes du Bassin de Marennes se libèrera du montant dû, à réception du dossier complet transmis par SOLIHA, une fois les travaux effectués ;

Article 3 – Qu'à compter de la date de signature de la présente décision, le bénéficiaire a 12

mois pour réaliser l'ensemble des travaux visés dans le cadre de cette opération et pouvoir ainsi prétendre au versement de la subvention par la Communauté de Communes du Bassin de Marennes ;

Article 4 – Que tous les documents se rapportant à cette subvention seront signés par le Président de la Communauté de Communes du Bassin de Marennes ;

Article 5 – D'inscrire la dépense correspondante au budget général.

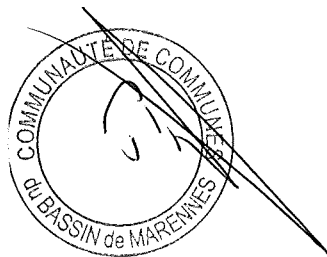
Article 6 - De transmettre ampliation de la présente décision à Monsieur le Préfet de la Charente-Maritime.

Article 7 - De charger Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté de Communes du Bassin de Marennes et Monsieur le comptable public assignataire, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution de la présente décision, dont il sera rendu compte au Conseil Communautaire lors de sa prochaine séance.

Fait à MARENNES-HIERS-BROUAGE,
le

01 AVR. 2025

Le Président,
Patrice BROUHARD





DÉCISION DU PRÉSIDENT DE LA COMMUNAUTE DE COMMUNES DU BASSIN DE MARENNES
PRISE PAR DÉLÉGATION DES ATTRIBUTIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE
PORTANT SUR L'OPÉRATION PROGRAMMÉE D'AMÉLIORATION DE L'HABITAT 2022-2026.

Le Président de la Communauté de Communes du Bassin de Marennes,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales notamment son article L. 5211-10 fixant les conditions dans lesquelles le Conseil Communautaire peut accorder des délégations au Président ;

Vu la délibération n°2024/CC06/02 du Conseil Communautaire du 12 novembre 2024 portant modification des délégations de pouvoirs du Conseil Communautaire au Président ;

Vu la délibération n°2021CC05-01 du Conseil Communautaire en date du 23 juin 2021, actant le lancement de l'Opération programmée d'amélioration de l'habitat (OPAH) 2022-2026 ;

Vu la convention OPAH-RU passée avec l'ANAH couvrant la période du 1^{er} juillet 2022 au 31 mai 2026 ;

Vu la notification du marché de suivi-animation passé avec le cabinet SOLIHA Charente-Maritime Deux-Sèvres, en date du 03 mai 2022 ;

Considérant que le dossier de demande de subvention déposé par
et présenté par le cabinet SOLIHA Charente-Maritime Deux-Sèvres chargé du suivi et de l'animation du programme habitat sur le territoire, est complet et répond aux conditions d'attribution mentionnées dans le dispositif « OPAH-RU 2022-2026 » ;

DÉCIDE

Article 1 – D'attribuer une subvention forfaitaire de 1 000 euros à
dans le cadre de travaux de sortie de précarité énergétique, pour l'habitation
située à Marennes-Hiers-Brouage ;

Article 2 – Que la Communauté de Communes du Bassin de Marennes se libèrera du montant dû, à réception du dossier complet transmis par SOLIHA, une fois les travaux effectués ;

Article 3 – Qu'à compter de la date de signature de la présente décision, le bénéficiaire a 12

mois pour réaliser l'ensemble des travaux visés dans le cadre de cette opération et pouvoir ainsi prétendre au versement de la subvention par la Communauté de Communes du Bassin de Marennes ;

Article 4 – Que tous les documents se rapportant à cette subvention seront signés par le Président de la Communauté de Communes du Bassin de Marennes ;

Article 5 – D'inscrire la dépense correspondante au budget général.

Article 6 - De transmettre ampliation de la présente décision à Monsieur le Préfet de la Charente-Maritime.

Article 7 - De charger Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté de Communes du Bassin de Marennes et Monsieur le comptable public assignataire, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution de la présente décision, dont il sera rendu compte au Conseil Communautaire lors de sa prochaine séance.

Fait à MARENNES-HIERS-BROUAGE,
le **01 AVR. 2025**

Le Président,
Patrice BROUHARD





DÉCISION DU PRÉSIDENT DE LA COMMUNAUTE DE COMMUNES DU BASSIN DE MARENNES
PRISE PAR DÉLÉGATION DES ATTRIBUTIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE
PORTANT SUR L'OPÉRATION PROGRAMMÉE D'AMÉLIORATION DE L'HABITAT 2022-2026.

Le Président de la Communauté de Communes du Bassin de Marennes,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales notamment son article L. 5211-10 fixant les conditions dans lesquelles le Conseil Communautaire peut accorder des délégations au Président ;

Vu la délibération n°2024/CC06/02 du Conseil Communautaire du 12 novembre 2024 portant modification des délégations de pouvoirs du Conseil Communautaire au Président ;

Vu la délibération n°2021CC05-01 du Conseil Communautaire en date du 23 juin 2021, actant le lancement de l'Opération programmée d'amélioration de l'habitat (OPAH) 2022-2026 ;

Vu la convention OPAH-RU passée avec l'ANAH couvrant la période du 1^{er} juillet 2022 au 31 mai 2026 ;

Vu la notification du marché de suivi-animation passé avec le cabinet SOLIHA Charente-Maritime Deux-Sèvres, en date du 03 mai 2022 ;

Considérant que le dossier de demande de subvention déposé par
et présenté par le cabinet SOLIHA Charente-Maritime Deux-Sèvres chargé du suivi et de l'animation du programme habitat sur le territoire, est complet et répond aux conditions d'attribution mentionnées dans le dispositif « OPAH-RU 2022-2026 » ;

DÉCIDE

Article 1 – D'attribuer une subvention forfaitaire de 1 000 euros à
dans le cadre de sortie de précarité
énergétique, pour l'habitation située à Bourcefranc-Le
Chapus ;

Article 2 – Que la Communauté de Communes du Bassin de Marennes se libèrera du montant dû, à réception du dossier complet transmis par SOLIHA, une fois les travaux effectués ;

Article 3 – Qu'à compter de la date de signature de la présente décision, le bénéficiaire a 12 mois pour réaliser l'ensemble des travaux visés dans le cadre de cette opération et pouvoir ainsi prétendre au versement de la subvention par la Communauté de Communes du Bassin de Marennes ;

Article 4 – Que tous les documents se rapportant à cette subvention seront signés par le Président de la Communauté de Communes du Bassin de Marennes ;

Article 5 – D'inscrire la dépense correspondante au budget général.

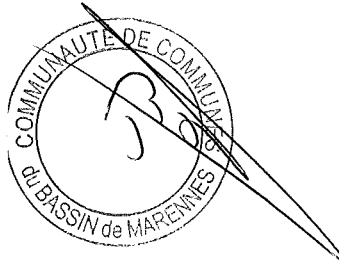
Article 6 - De transmettre ampliation de la présente décision à Monsieur le Préfet de la Charente-Maritime.

Article 7 - De charger Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté de Communes du Bassin de Marennes et Monsieur le comptable public assignataire, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution de la présente décision, dont il sera rendu compte au Conseil Communautaire lors de sa prochaine séance.

Fait à MARENNES-HIERS-BROUAGE,
le

01 AVR. 2025

Le Président,
Patrice BROUHARD



La présente décision est susceptible de faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Poitiers dans un délai de deux mois à compter de sa notification.



Décision n° 25/17

DÉCISION DU PRÉSIDENT DE LA COMMUNAUTE DE COMMUNES DU BASSIN DE MARENNES
PRISE PAR DÉLÉGATION DES ATTRIBUTIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE
PORTANT SUR L'OPÉRATION PROGRAMMÉE D'AMÉLIORATION DE L'HABITAT 2022-2026.

Le Président de la Communauté de Communes du Bassin de Marennes,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales notamment son article L. 5211-10 fixant les conditions dans lesquelles le Conseil Communautaire peut accorder des délégations au Président ;

Vu la délibération n°2024/CC06/02 du Conseil Communautaire du 12 novembre 2024 portant modification des délégations de pouvoirs du Conseil Communautaire au Président ;

Vu la délibération n°2021CC05-01 du Conseil Communautaire en date du 23 juin 2021, actant le lancement de l'Opération programmée d'amélioration de l'habitat (OPAH) 2022-2026 ;

Vu la convention OPAH-RU passée avec l'ANAH couvrant la période du 1^{er} juillet 2022 au 31 mai 2026 ;

Vu la notification du marché de suivi-animation passé avec le cabinet SOLIHA Charente-Maritime Deux-Sèvres, en date du 03 mai 2022 ;

Considérant que le dossier de demande de subvention déposé par
et présenté par le cabinet SOLIHA Charente-Maritime Deux-Sèvres chargé du suivi et de l'animation du programme habitat sur le territoire, est complet et répond aux conditions d'attribution mentionnées dans le dispositif « OPAH-RU 2022-2026 » ;

DÉCIDE

Article 1 – D'attribuer une subvention forfaitaire de 1 000 euros à
dans le cadre de sortie de précarité énergétique, pour l'habitation située
à Bourcefranc-Le Chapus ;

Article 2 – Que la Communauté de Communes du Bassin de Marennes se libèrera du montant dû, à réception du dossier complet transmis par SOLIHA, une fois les travaux effectués ;

Article 3 – Qu'à compter de la date de signature de la présente décision, le bénéficiaire a 12

mois pour réaliser l'ensemble des travaux visés dans le cadre de cette opération et pouvoir ainsi prétendre au versement de la subvention par la Communauté de Communes du Bassin de Marennes ;

Article 4 – Que tous les documents se rapportant à cette subvention seront signés par le Président de la Communauté de Communes du Bassin de Marennes ;

Article 5 – D'inscrire la dépense correspondante au budget général.

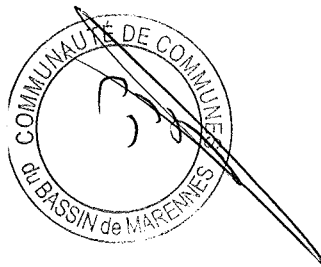
Article 6 - De transmettre ampliation de la présente décision à Monsieur le Préfet de la Charente-Maritime.

Article 7 - De charger Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté de Communes du Bassin de Marennes et Monsieur le comptable public assignataire, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution de la présente décision, dont il sera rendu compte au Conseil Communautaire lors de sa prochaine séance.

Fait à MARENNES-HIERS-BROUAGE,

le **01 AVR. 2025**

Le Président,
Patrice BROUHARD





**DÉCISION DU PRÉSIDENT DE LA COMMUNAUTÉ DE COMMUNES DU BASSIN DE MARENNES
PRISE PAR DÉLÉGATION DES ATTRIBUTIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE
PORTANT SUR LE DISPOSITIF D'AIDES AUX PARTICULIERS POUR LES TRAVAUX DE RÉDUCTION
DE LA VULNÉRABILITÉ AUX INONDATIONS DES HABITATIONS**

Le Président de la Communauté de Communes du Bassin de Marennes,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales notamment son article L. 5211-10 fixant les conditions dans lesquelles le Conseil Communautaire peut accorder des délégations au Président ;

Vu la délibération n°2024/CC06/02 du Conseil Communautaire en date du 12 novembre 2024, accordant délégation au Président pour l'attribution des subventions SEUDRE ALABRI conformément au règlement d'attribution des aides accordées dans le cadre du fonds relatif aux travaux de réduction de la vulnérabilité aux inondations de l'estuaire de la Seudre ;

Considérant que le dossier de demande de subvention déposé par est complet et répond aux conditions d'attribution mentionnées dans le dispositif « SEUDRE ALABRI » mentionné ci-dessus ;

Considérant que les devis des travaux envisagés d'un montant de 10 609 euros TTC respectent les préconisations techniques établies dans le rapport de diagnostic émit par le Syndicat Mixte du Bassin de la Seudre (SMBS) et justifie de la réduction de la vulnérabilité aux inondations de l'habitation ;

DÉCIDE

Article 1 – D'attribuer la subvention révisable de 1 060,90 euros à SARRAZY, dans le cadre du dispositif d'aides « SEUDRE ALABRI », en faveur des particuliers pour la réduction de la vulnérabilité aux inondations de leur habitation selon le détail estimatif du coût total de l'opération et des dépenses éligibles :

Détail des travaux	Dépenses éligibles (€ TTC)	Montants financés CCBM
Pose de batardeaux et achat d'une pompe de relevage	10 609,00 €	1 060,90 €

Article 2 – Que la Communauté de Communes du Bassin de Marennes se libérera du montant dû, à réception des factures justifiant les travaux réalisés dans le cadre du dispositif d'aides en faveur des particuliers pour la réduction de la vulnérabilité aux inondations de leur habitation. Le certificat établi par le SMBS attestant de la conformité des travaux devra également être adressé à la CCBM pour le versement de la subvention.

Article 3 – Qu'à compter de la date de signature de la présente décision, le bénéficiaire a 12 mois (1 an) pour réaliser l'ensemble des travaux visés dans le cadre de cette opération et pouvoir ainsi prétendre aux subventions attribuées par la CCBM.

Article 4 – Que tous les documents se rapportant à cette subvention seront signés par le Président de la CCBM.

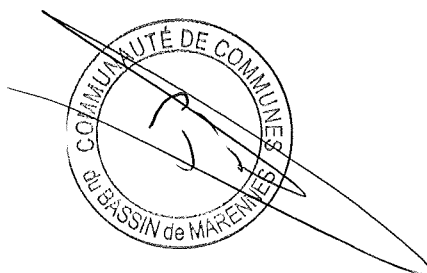
Article 5 – D'inscrire la dépense correspondante au budget général.

Article 6 – De transmettre ampliation de la présente décision à Monsieur le Préfet de la Charente-Maritime.

Article 7 - De charger Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté de Communes du Bassin de Marennes et Monsieur le comptable public assignataire, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution de la présente décision, dont il sera rendu compte au Conseil Communautaire lors de sa prochaine séance.

Fait à MARENNES-HIERS-BROUAGE,
le 1^{er} avril 2025

Le Président,
Patrice BROUHARD



La présente décision est susceptible de faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Poitiers dans un délai de deux mois à compter de sa notification.



Décision n° 25/19

DECISION DU PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE DE COMMUNES DU BASSIN DE MARENNES
PRISE PAR DELEGATION DES ATTRIBUTIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE
PORTANT SUR LA SIGNATURE DE L'AVENANT N°1 AU CONTRAT DE RELANCE ET DE
TRANSITION ECOLOGIQUE (CRTE)

Le Président de la Communauté de Communes du Bassin de Marennes,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales notamment son article L. 5211-10 fixant les conditions dans lesquelles le Conseil Communautaire peut accorder des délégations au Président ;

Vu la délibération n°2024/CC06/02 du Conseil Communautaire du 12 novembre 2024 portant modification des délégations de pouvoirs du Conseil Communautaire au Président ;

Considérant que le Contrat de relance et de transition écologique (CRTE) signé le 15 juillet 2021 prévoit en son article 6-3 l'association du Département de la Charente-Maritime par avenant ;

Considérant que la commission permanente du Département de la Charente-Maritime a autorisé sa présidente à signer l'avenant au CRTE de la Communauté de communes du Bassin de Marennes en date du 24 septembre 2021 ;

Considérant que le contrat de relance et de transition écologique (CRTE) ne fait pas état de flux financier ;

DECIDE

Article 1 – De signer l'avenant associant le Département de la Charente-Maritime au Contrat de Relance et de transition écologique (CRTE).

Article 2 – De transmettre ampliation de la présente décision à Monsieur le Préfet de la Charente-Maritime.

Article 3 – De charger Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté de

AR Prefecture

017-241700699-20250409-25_19-AU
Reçu le 15/04/2025

Communes du Bassin de Marennes de l'exécution de la présente décision, dont il sera rendu compte au Conseil Communautaire lors de sa prochaine séance.

Fait à MARENNES-HIERS-BROUAGE,
Le 9 avril 2025

Le Président,
Patrice BROUHARD



La présente décision est susceptible de faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Poitiers dans un délai de deux mois à compter de sa notification.



DECISION DU PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE DE COMMUNES DU BASSIN DE MARENNES
PRISE PAR DELEGATION DES ATTRIBUTIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE
PORTANT SUR LES RESIDENCES D'ARTISTES FRANCOPHONES MARENNES-OLERON

Le Président de la Communauté de Communes du Bassin de Marennes,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales notamment son article L. 5211-10 fixant les conditions dans lesquelles le Conseil Communautaire peut accorder des délégations au Président ;

Vu la délibération n°2024/CC06/02 du Conseil Communautaire du 12 novembre 2024 portant modification des délégations de pouvoirs du Conseil Communautaire au Président ;

Vu le contrat de territoire pour la mise en œuvre d'une politique partagée en éducation artistique et culturelle sur le territoire du bassin de Marennes et l'île d'Oléron, réunissant la Communauté de Communes du Bassin de Marennes, le ministère de la Culture et de la communication (Direction Régionale des Affaires Culturelles), le ministère de l'Éducation Nationale (Rectorat de l'Académie de Poitiers) et le Conseil Départemental de la Charente Maritime ;

Vu les délibérations concordantes de la Communauté de Communes du Bassin de Marennes en date du 5 avril 2023 et de la Communauté de Communes de l'île d'Oléron en date du 6 avril 2023 adoptant le renouvellement de leur convention de partenariat financier concernant une politique culturelle intercommunautaire ;

Vu la convention de partenariat financier entre la Communauté de Communes du Bassin de Marennes et la Communauté de Communes de l'île d'Oléron en éducation artistique et culturelle en date du 2 juin 2023 confiant à la Communauté de Communes du Bassin de Marennes notamment la maîtrise d'ouvrage et l'animation de l'appel à projet « Résidences d'artistes francophones Marennes-Oléron » pour une durée de 3 ans à compter du 16 juin 2023 ;

Considérant

- Les incertitudes relatives aux financements de la DRAC et du Conseil Départemental dans le cadre du CTEAC pour l'année civile 2025 d'une part, d'autre part la nécessité

d'équilibrer le budget des résidences d'artistes francophones alors que les budgets des Communautés de Communes sont déjà délibérés,

- Les travaux de la commission mixte culture Marennes-Oléron du 11 avril 2025,
- L'avis des vice-présidents des Communautés de Communes de l'Île d'Oléron et du Bassin de Marennes référents pour le CTEAC lors d'un temps de travail le 15 avril relatif à la préparation de l'appel à projets 2025-2026 « Résidences d'artiste francophones Marennes-Oléron »,

DECIDE

Article 1 – La Communauté de Communes du Bassin de Marennes porte depuis 2020 le dispositif de résidences d'artistes francophones. Consacrées à des projets de médiation, ces résidences sont un axe structurant du développement de l'éducation artistique et culturelle. Elles permettent de proposer des ateliers de pratiques artistiques aux enfants et jeunes de l'ensemble du bassin de Marennes et de l'île d'Oléron, y compris dans les petites communes, souvent peu dotées en équipements et maîtres d'ouvrages de projets culturels.

Ces résidences consistent à accueillir des artistes dont la candidature a été retenue à partir d'un appel à projets, visant à animer des ateliers de pratiques artistiques auprès de jeunes de 1 à 25 ans, en temps scolaire ou hors temps scolaire. Le maître d'ouvrage assure l'organisation de l'hébergement des artistes, prend en charge les frais de transports, la rémunération liée aux interventions des artistes auprès des jeunes, et d'une manière générale le cadre financier, juridique et administratif.

De 2017 à 2025, les résidences d'artistes francophones ont bénéficié en moyenne à près de 350 jeunes par année scolaire, dont environ 60% de jeunes de l'île d'Oléron et 40% de jeunes du bassin de Marennes. Elles ont notamment permis de :

- Développer et structurer l'offre culturelle en direction des jeunes ;
 - En proposant un nécessaire porteur de projet unique pour Marennes-Oléron ;
 - En faisant bénéficier de manière facilitée des moyens publics aux acteurs de l'éducation artistique et culturelle et donc à la jeunesse ;
 - En structurant un réseau d'acteurs de l'éducation artistique et culturelle, qui se rencontrent autour de ce projet ;
 - En s'adressant aux jeunes de toutes les communes de Marennes-Oléron ;
 - En proposant des disciplines artistiques variées avec des artistes qualifiés (arts plastiques, théâtre, slam, art contemporain, théâtre d'objet, chanson, musique contemporaine...)
- Fédérer les acteurs locaux culturels, éducatifs, sociaux, autour d'un projet commun ;
- Sensibiliser la jeunesse à la francophonie et d'en faire un levier de développement local.

Article 2– De réviser l'appel à projets 2025-2026 « Résidences d'artistes francophones Marennes-Oléron » pour le publier en 2 temps :

1. Résidence longue de 10 semaines, dotée d'une enveloppe pour des rémunérations artistiques correspondant à 140h d'interventions pédagogiques (au lieu de 12 semaines auparavant – 192h d'ateliers), dès le mois d'avril en vue d'une sélection en juin.

2. Ensuite et sous réserve que les cofinancements le permettent, résidence courte de 4 semaines à lancer pendant l'été 2025, après avis d'un comité de pilotage CTEAC en juin 2025, en vue d'une sélection en septembre 2025.

Article 3- De prévoir le budget prévisionnel de l'appel à projets comme suit pour le volet « Résidence longue – 10 semaines » :

DEPENSES		RECETTES		%
Rémunération	7 850,00 €	CCBM	4 762,00 €	33,3%
Hébergement	1 785,00 €	CCIO		
Déplacements	2 500,00 €	DRAC	4 762,00 €	66,7%
Repas	2 150,00 €	CD17	4 761,00 €	
Total	14 285,00 €		14 285,00 €	100%

Article 4 – De publier l'appel à projets « Résidences d'artistes francophones Marennes-Oléron 2025-2026 » pour le volet « Résidence longue – 10 semaines » et signer toutes les pièces utiles à sa mise en œuvre.

Article 3 – De transmettre ampliation de la présente décision à Monsieur le Préfet de la Charente-Maritime ;

Article 4 - De charger Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté de Communes du Bassin de Marennes et Monsieur le comptable public assignataire, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution de la présente décision, dont il sera rendu compte au Conseil Communautaire lors de sa prochaine séance.

Article 5 – De dire que les crédits nécessaires à ce projet ont été inscrits au budget 2025.

Fait à MARENNES-HIERS-BROUAGE,
Le 28 avril 2025

Le Président,
Patrice BROUHARD



La présente décision est susceptible de faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Poitiers dans un délai de deux mois à compter de sa notification.



DÉCISION DU PRÉSIDENT DE LA COMMUNAUTÉ DE COMMUNES DU BASSIN DE MARENNES
PRISE PAR DÉLÉGATION DES ATTRIBUTIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE
PORTANT SUR LA SIGNATURE DE L'AVENANT N°1 À LA CONVENTION DE PARTENARIAT DANS LE
CADRE DE LA MANIFESTATION « LA REMONTÉE DE LA SEUDRE ».

Le Président de la Communauté de Communes du Bassin de Marennes,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales notamment son article L. 5211-10 fixant les conditions dans lesquelles le Conseil Communautaire peut accorder des délégations au Président ;

Vu la délibération n°2024/CC06/02 du Conseil Communautaire en date du 12 novembre 2024 portant modification des délégations de pouvoirs du Conseil Communautaire au Président ;

Vu la délibération n°2021/CC01/04 du Conseil Communautaire en date du 27 janvier 2021 portant conditions du partenariat entre la CARA et la CCBM pour l'organisation conjointe de la manifestation « La Remontée de la Seudre » ;

Vu la convention de partenariat conclue pour une durée de six ans à compter du 10 mars 2021 ;

Considérant que la randonnée équestre est supprimée du programme en raison d'une logistique trop complexe et que l'inflation induit une nécessaire augmentation du budget global de la manifestation, absorbée par la majoration du tarif de l'inscription ;

Considérant que toutes les autres clauses de la convention demeurent inchangées et restent applicables entre les parties ;

DECIDE

Article 1 – de signer l'avenant n°1 à la convention de partenariat entre la CARA et la CCBM modifiant les conditions du partenariat pour l'organisation conjointe de la manifestation « La Remontée de la Seudre », dont l'objet est :

- la suppression de la randonnée équestre
- l'augmentation du budget de la manifestation.

Article 2 – De transmettre ampliation de la présente décision à Monsieur le Préfet de la Charente-Maritime ;

Article 3 - De charger Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté de Communes du Bassin de Marennes de l'exécution de la présente décision, dont il sera rendu compte au Conseil Communautaire lors de sa prochaine séance.

Fait à MARENNES-HIERS-BROUAGE,
Le 29 avril 2025

Le Président,
Patrice BROUHARD





DÉCISION DU PRÉSIDENT DE LA COMMUNAUTÉ DE COMMUNES DU BASSIN DE MARENNES
PRISE PAR DÉLÉGATION DES ATTRIBUTIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE
PORTANT SUR L'APPROBATION DU CONTRAT-TYPE CITEO POUR LA COLLECTE SÉLECTIVE 2025-
2029

Le Président de la Communauté de Communes du Bassin de Marennes,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales notamment son article L. 5211-10 fixant les conditions dans lesquelles le Conseil Communautaire peut accorder des délégations au Président ;

Vu la délibération n°2024/CC06/02 du Conseil Communautaire du 12 novembre 2024 portant modification des délégations de pouvoirs du Conseil Communautaire au Président ;

Vu l'arrêté du 23 décembre 2024 d'agrément d'un éco-organisme coordonnateur OCAPEM et des éco-organismes de la filière à responsabilité élargie du producteur d'emballages, d'imprimés papiers et de papiers à usage graphique dont les détenteurs finaux produisent des déchets ménagers et assimilés en application de l'article L.541-10 du code de l'environnement ;

Vu le Contrat-type 2025-2029 issu des travaux de l'OCAPEM de décembre 2024 ;

Considérant que le Contrat-type contient une partie commune aux différents éco-organismes de la filière précisant les modalités de contractualisation et de soutien ainsi qu'une proposition d'accompagnement spécifique à chaque éco-organisme ;

Considérant que le Contrat-type pour la période 2025-2029 est identique à l'avenant 2024 du précédent contrat pour la partie commune ;

Considérant les propositions d'accompagnement spécifique de l'éco-organisme CITEO,

DECIDE

Article 1 – de contractualiser avec l'éco-organisme CITEO dans le cadre du contrat-Type pour la collecte sélective des emballages ménagers, imprimés papiers et papiers à usages graphiques.

Article 2 – de signer pour la Communauté de Communes du Bassin de Marennes le Contrat-type couvrant la période 2025-2029, avec effet rétroactif au 1^{er} janvier 2025, avec l'éco-organisme CITEO.

Article 3 - De transmettre ampliation de la présente décision à Monsieur le Préfet de la Charente-Maritime.

Article 4 - De charger Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté de Communes du Bassin de Marennes et Monsieur le comptable public assignataire, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution de la présente décision, dont il sera rendu compte au Conseil Communautaire lors de sa prochaine séance.

Fait à MARENNES-HIERS-BROUAGE,
le 29 avril 2025

Le Président,
Patrice BROUHARD





DÉCISION DU PRÉSIDENT DE LA COMMUNAUTÉ DE COMMUNES DU BASSIN DE MARENNES
PRISE PAR DÉLÉGATION DES ATTRIBUTIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE
PORTANT SUR L'OPÉRATION PROGRAMMÉE D'AMÉLIORATION DE L'HABITAT 2022-2026.

Le Président de la Communauté de Communes du Bassin de Marennes,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales notamment son article L. 5211-10 fixant les conditions dans lesquelles le Conseil Communautaire peut accorder des délégations au Président ;

Vu la délibération n°2024/CC06/02 du Conseil Communautaire du 12 novembre 2024 portant modification des délégations de pouvoirs du Conseil Communautaire au Président ;

Vu la délibération n°2021CC05-01 du Conseil Communautaire en date du 23 juin 2021, actant le lancement de l'Opération programmée d'amélioration de l'habitat (OPAH) 2022-2026 ;

Vu la convention OPAH-RU passée avec l'ANAH couvrant la période du 1^{er} juillet 2022 au 31 mai 2026 ;

Vu la notification du marché de suivi-animation passé avec le cabinet SOLIHA Charente-Maritime Deux-Sèvres, en date du 03 mai 2022 ;

Considérant que le dossier de demande de subvention déposé par et présenté par le cabinet SOLIHA Charente-Maritime Deux-Sèvres chargé du suivi et de l'animation du programme habitat sur le territoire, est complet et répond aux conditions d'attribution mentionnées dans le dispositif « OPAH-RU 2022-2026 » ;

DÉCIDE

Article 1 – D'attribuer une subvention forfaitaire de 1 000 euros à dans le cadre de travaux de sortie de précarité énergétique, pour l'habitation située à Marennes-Hiers-Brouage.

Article 2 – Que la Communauté de Communes du Bassin de Marennes se libèrera du montant dû, à réception du dossier complet transmis par SOLIHA, une fois les travaux effectués ;

Article 3 – Qu'à compter de la date de signature de la présente décision, le bénéficiaire a 12

mois pour réaliser l'ensemble des travaux visés dans le cadre de cette opération et pouvoir ainsi prétendre au versement de la subvention par la Communauté de Communes du Bassin de Marennes ;

Article 4 – Que tous les documents se rapportant à cette subvention seront signés par le Président de la Communauté de Communes du Bassin de Marennes ;

Article 5 – D'inscrire la dépense correspondante au budget général.

Article 6 - De transmettre ampliation de la présente décision à Monsieur le Préfet de la Charente-Maritime.

Article 7 - De charger Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté de Communes du Bassin de Marennes et Monsieur le comptable public assignataire, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution de la présente décision, dont il sera rendu compte au Conseil Communautaire lors de sa prochaine séance.

Fait à MARENNES-HIERS-BROUAGE,
le 6 mai 2025

Le Président,
Patrice BROUHARD





Décision n° 25/24

DECISION DU PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE DE COMMUNES DU BASSIN DE MARENNES
PRISE PAR DELEGATION DES ATTRIBUTIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE
PORTANT SUR LA DEMANDE DE FINANCEMENT AU DEPARTEMENT DE CHARENTE-MARITIME
AU TITRE DU SCHEMA DEPARTEMENTAL DES VELOURUTES, VOIES-VERTES ET RANDONNEE
2016-2026

Le Président de la Communauté de Communes du Bassin de Marennes,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales notamment son article L. 5211-10 fixant les conditions dans lesquelles le Conseil Communautaire peut accorder des délégations au Président ;

Vu la délibération n°2024/CC06/02 du Conseil Communautaire du 12 novembre 2024 portant modification des délégations de pouvoirs du Conseil Communautaire au Président ;

Vu la délibération n°2024/CC07/08 du Conseil Communautaire du 17 décembre 2024 relative à la passation d'un marché public de travaux à bons de commande pour l'entretien et l'aménagement des pistes cyclables et l'attribution du lot n°1 « Travaux de voirie – pistes cyclables » à l'entreprise COLAS ;

Considérant que le tronçon cyclable en site propre situé en parallèle de la rue des Chardonnerets à Bourcefranc-Le Chapus nécessite une reprise de son revêtement ;

Considérant que ce tronçon fait partie des itinéraires cyclables des Chemins de la Seudre et est éligible au financement partiel par le Conseil Départemental de la Charente-Maritime au titre du Schéma Départemental Des Véloroutes, Voies-Vertes Et Randonnée ;

Considérant que le plan de financement de ces travaux est établi de la manière suivante :

Désignation	Montant € HT	Montant € TTC	Subvention CD17 (70% maximum)	Reste à Charge CDC € HT
Reprise du revêtement en grave émulsion calcaire, en site propre en parallèle de la rue des Chardonnerets à Bourcefranc-Le Chapus	27 178,30 €	32 613,96 €	19 024,81 €	8 153,49 €
TOTAL	27 178,30 €	32 613,96 €	19 024,81 €	8 153,49 €

DECIDE

Article 1 – De solliciter une subvention auprès du Conseil Départemental de la Charente-Maritime à hauteur de 19 024,81 €, représentant 70 % du total de la somme hors taxes engagée pour la réalisation des travaux susmentionnés ;

Article 2 – De recourir à l'entreprise COLAS, attributaire du lot n°1 « Travaux de voirie – pistes cyclables » du marché à bons de commandes pour l'entretien et l'aménagement des pistes cyclables signé le 18 décembre 2024, pour la réalisation de ces travaux ;

Article 3 – D'inscrire les dépenses et recettes correspondantes au budget général.

Article 4 - De transmettre ampliation de la présente décision à Monsieur le Préfet de la Charente-Maritime.

Article 5 - De charger Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté de Communes du Bassin de Marennes et Monsieur le comptable public assignataire, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution de la présente décision, dont il sera rendu compte au Conseil Communautaire lors de sa prochaine séance.

Fait à MARENNES-HIERS-BROUAGE,
le 19 mai 2025

Le Président,
Patrice BROUHARD



La présente décision est susceptible de faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Poitiers dans un délai de deux mois à compter de sa notification.



DECISION DU PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE DE COMMUNES DU BASSIN DE MARENNES
PRISE PAR DELEGATION DES ATTRIBUTIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE
PORTANT SUR LA DEMANDE DE FINANCEMENT AU DEPARTEMENT DE CHARENTE-MARITIME
AU TITRE DU SCHEMA DEPARTEMENTAL DES VELOURUTES, VOIES-VERTES ET RANDONNEE
2016-2026

Le Président de la Communauté de Communes du Bassin de Marennes,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales notamment son article L. 5211-10 fixant les conditions dans lesquelles le Conseil Communautaire peut accorder des délégations au Président ;

Vu la délibération n°2024/CC06/02 du Conseil Communautaire du 12 novembre 2024 portant modification des délégations de pouvoirs du Conseil Communautaire au Président ;

Vu la délibération n°2024/CC07/08 du Conseil Communautaire du 17 décembre 2024 relative à la passation d'un marché public de travaux à bons de commande pour l'entretien et l'aménagement des pistes cyclables et l'attribution du lot n°1 « Travaux de voirie – pistes cyclables » à l'entreprise COLAS ;

Considérant que le tronçon cyclable en site propre de l'ancienne voie ferrée à Bourcefranc-Le Chapus nécessite une reprise de son revêtement ;

Considérant que ce tronçon fait partie des itinéraires cyclables des Chemins de la Seudre et est éligible au financement partiel par le Conseil Départemental de la Charente-Maritime au titre du Schéma Départemental Des Véloroutes, Voies-Vertes Et Randonnée ;

Considérant que le plan de financement de ces travaux est établi de la manière suivante :

Désignation	Montant € HT	Montant € TTC	Subvention CD17 (70% maximum)	Reste à Charge CDC € HT
Reprise du revêtement en grave émulsion calcaire, en site propre de l'ancienne voie ferrée à Bourcefranc-Le Chapus	47 534,75 €	57 041,70 €	33 274,33 €	14 260,42 €
TOTAL	47 534,75 €	57 041,70 €	33 274,33 €	14 260,42 €

DECIDE

Article 1 – De solliciter une subvention auprès du Conseil Départemental de la Charente-Maritime à hauteur de 33 274,33 €, représentant 70 % du total de la somme hors taxes engagée pour la réalisation des travaux susmentionnés ;

Article 2 – De recourir à l'entreprise COLAS, attributaire du lot n°1 « Travaux de voirie – pistes cyclables » du marché à bons de commandes pour l'entretien et l'aménagement des pistes cyclables signé le 18 décembre 2024, pour la réalisation de ces travaux ;

Article 3 – D'inscrire les dépenses et recettes correspondantes au budget général.

Article 4 - De transmettre ampliation de la présente décision à Monsieur le Préfet de la Charente-Maritime.

Article 5 - De charger Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté de Communes du Bassin de Marennes et Monsieur le comptable public assignataire, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution de la présente décision, dont il sera rendu compte au Conseil Communautaire lors de sa prochaine séance.

Fait à MARENNES-HIERS-BROUAGE,
le 19 mai 2025

Le Président,
Patrice BROUHARD



La présente décision est susceptible de faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Poitiers dans un délai de deux mois à compter de sa notification.



Décision n° 25/26

DECISION DU PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE DE COMMUNES DU BASSIN DE MARENNES
PRISE PAR DELEGATION DES ATTRIBUTIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE
PORTANT SUR LA DEMANDE DE FINANCEMENT AU DEPARTEMENT DE CHARENTE-MARITIME
AU TITRE DU SCHEMA DEPARTEMENTAL DES VELOURUTES, VOIES-VERTES ET RANDONNEE
2016-2026 ; A LA REGION NOUVELLE-AQUITAINE AU TITRE DU SCHEMA REGIONAL DES VELO-
ROUTES 2020-2030 ET A L'ETAT AU TITRE DU FONDS VERT

Le Président de la Communauté de Communes du Bassin de Marennes,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales notamment son article L. 5211-10 fixant les conditions dans lesquelles le Conseil Communautaire peut accorder des délégations au Président ;

Vu la délibération n°2024/CC06/02 du Conseil Communautaire du 12 novembre 2024 portant modification des délégations de pouvoirs du Conseil Communautaire au Président ;

Vu la délibération n°2024/CC07/08 du Conseil Communautaire du 17 décembre 2024 relative à la passation d'un marché public de travaux à bons de commande pour l'entretien et l'aménagement des pistes cyclables et l'attribution du lot n°1 « Travaux de voirie – pistes cyclables » à l'entreprise COLAS ;

Considérant que le projet de création de site propre de la future Vélodyssée s'inscrit dans l'étude du Plan Vélo Brouage qui statue la modification de l'itinéraire dans la partie urbaine de la ville de Marennes ;

Considérant que ce projet est éligible au financement partiel par le Conseil Départemental de la Charente-Maritime au titre du Schéma Départemental Des Véloroutes, Voies-Vertes Et Randonnée ; par la Région Nouvelle-Aquitaine au titre du Schéma Régional des Véloroutes – itinérances cyclables ; et par l'Etat au titre du Fonds Vert – axe mobilités rurales ;

Considérant que le plan de financement de ces travaux est établi de la manière suivante :

Désignation	Montant € HT	Montant € TTC	Subvention Fonds Vert	Subvention Région NA	Subvention CD17	Reste à Charge CCBM € HT
Création du site propre de la future Vélodyssée - chemin de Bonsonge	85 262,04€	102 314,40 €	21 315,50 €	17 052,40 €	29 841,70 €	17 052,44 €
			Soit un total de 68 209,60 €			
TOTAL	85 262,04 € HT					

DECIDE

Article 1 – De solliciter les différents financeurs à hauteur de 68 209,60 €, représentant 80 % du total de la somme hors taxes engagée pour la réalisation des travaux susmentionnés ;

Article 2 – De recourir à l'entreprise COLAS, attributaire du lot n°1 « Travaux de voirie – pistes cyclables » du marché à bons de commandes pour l'entretien et l'aménagement des pistes cyclables signé le 18 décembre 2024, pour la réalisation de ces travaux ;

Article 3 – D'inscrire les dépenses et recettes correspondantes au budget général.

Article 4 - De transmettre ampliation de la présente décision à Monsieur le Préfet de la Charente-Maritime.

Article 5 - De charger Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté de Communes du Bassin de Marennes et Monsieur le comptable public assignataire, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution de la présente décision, dont il sera rendu compte au Conseil Communautaire lors de sa prochaine séance.

Fait à MARENNES-HIERS-BROUAGE,
le 19 mai 2025

Le Président,
Patrice BROUHARD



La présente décision est susceptible de faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Poitiers dans un délai de deux mois à compter de sa notification.



Décision n° 25/27

**DÉCISION DU PRÉSIDENT DE LA COMMUNAUTÉ DE COMMUNES DU BASSIN DE MARENNES
PRISE PAR DÉLÉGATION DES ATTRIBUTIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE
PORTANT SUR LE DISPOSITIF D'AIDES AUX PARTICULIERS POUR LES TRAVAUX DE RÉDUCTION
DE LA VULNÉRABILITÉ AUX INONDATIONS DES HABITATIONS**

Le Président de la Communauté de Communes du Bassin de Marennes,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales notamment son article L. 5211-10 fixant les conditions dans lesquelles le Conseil Communautaire peut accorder des délégations au Président ;

Vu la délibération n°2024/CC06/02 du Conseil Communautaire en date du 12 novembre 2024, accordant délégation au Président pour l'attribution des subventions SEUDRE ALABRI conformément au règlement d'attribution des aides accordées dans le cadre du fonds relatif aux travaux de réduction de la vulnérabilité aux inondations de l'estuaire de la Seudre ;

Considérant que le dossier de demande de subvention déposé par
est complet et répond aux conditions d'attribution mentionnées dans le dispositif « SEUDRE ALABRI » mentionné ci-dessus ;

Considérant que les devis des travaux envisagés d'un montant de 4 271,87 euros TTC respectent les préconisations techniques établies dans le rapport de diagnostic émit par le Syndicat Mixte du Bassin de la Seudre (SMBS) et justifie de la réduction de la vulnérabilité aux inondations de l'habitation ;

DÉCIDE

Article 1 – D'attribuer la subvention révisable de 427,19 euros à
dans le cadre du dispositif d'aides « SEUDRE ALABRI », en faveur des particuliers pour la réduction de la vulnérabilité aux inondations de leur habitation selon le détail estimatif du coût total de l'opération et des dépenses éligibles :

Détail des travaux	Dépenses éligibles (€ TTC)	Montants financés CCBM
Installation d'un clapet anti-retour, acquisition et pose de batardeaux et élévation de prises électriques	4 271,87 €	427,19 €

Article 2 – Que la Communauté de Communes du Bassin de Marennes se libérera du montant dû, à réception des factures justifiant les travaux réalisés dans le cadre du dispositif d'aides en faveur des particuliers pour la réduction de la vulnérabilité aux inondations de leur habitation. Le certificat établi par le SMBS attestant de la conformité des travaux devra également être adressé à la CCBM pour le versement de la subvention.

Article 3 – Qu'à compter de la date de signature de la présente décision, le bénéficiaire a 12 mois (1 an) pour réaliser l'ensemble des travaux visés dans le cadre de cette opération et pouvoir ainsi prétendre aux subventions attribuées par la CCBM.

Article 4 – Que tous les documents se rapportant à cette subvention seront signés par le Président de la CCBM.

Article 5 – D'inscrire la dépense correspondante au budget général.

Article 6 – De transmettre ampliation de la présente décision à Monsieur le Préfet de la Charente-Maritime.

Article 7 - De charger Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté de Communes du Bassin de Marennes et Monsieur le comptable public assignataire, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution de la présente décision, dont il sera rendu compte au Conseil Communautaire lors de sa prochaine séance.

Fait à MARENNES-HIERS-BROUAGE,

le **28 MAI 2025**

Le Président,
Patrice BROUHARD



la présente décision est susceptible de faire l'objet d'un recours dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa transmission au contrôle de légalité. Le recours gracieux doit être adressé à l'autorité signataire ; le recours contentieux peut être adressé directement au Tribunal Administratif de Poitiers et saisi par le biais du site internet www.telerecours.fr